

La crise luxembourgeoise

Lors de l'entrevue de Biarritz (1865), le chancelier Bismarck affirme qu'aucune cession de territoire allemand à la France n'est envisageable, mais qu'il admet toutefois qu'en cas d'intercession de la France dans la résolution du conflit avec l'Autriche, des concessions territoriales seraient possibles. Ainsi, la Prusse resterait neutre en cas d'occupation par la France de la Belgique et du Luxembourg (politique dite des « pourboires »). Dans le même temps. L'annexion par la France du Grand-duché du Luxembourg paraît d'autant plus possible que Guillaume III, le roi des Pays-Bas, souverain en titre du Luxembourg, se déclare ouvert à une compensation financière. Ainsi, le 23 mars 1867, il accepte l'offre française de lui verser 5 millions de florins en échange du Grand-duché. Les accords secrets de 1866 entre la Prusse et les États d'Allemagne méridionale ayant été officialisés, Guillaume III subordonne la vente du Luxembourg à l'accord de la Prusse. Celle-ci, via Bismarck, fait alors connaître publiquement l'offre française à toute l'Europe, divulguant ainsi la teneur de ces pourparlers secrets, déchaînant une réaction explosive de l'opinion publique dans les États allemands et provoquant la crise luxembourgeoise.

L'opinion publique allemande est d'autant plus scandalisée que la dynastie des Luxembourg a donné quatre empereurs au Saint-Empire romain germanique. Il lui est inimaginable de laisser le Grand-duché à la France. Dans ces circonstances, Bismarck considère qu'il ne peut plus honorer les promesses faites secrètement à la France et enjoint Guillaume III de revenir sur la vente du Luxembourg. En France, l'opinion publique se mobilise elle aussi, entraînant la mobilisation des troupes, tandis que des députés allemands poussent Bismarck à décréter la mobilisation générale de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

La crise est résolue par le deuxième traité de Londres (1867) selon lequel la France renonce à ses prétentions sur le Luxembourg, en laisse la souveraineté au roi de Hollande, tandis que la Prusse démobilise sa garnison et démantèle ses fortifications. Il est entendu que le Luxembourg doit rester neutre au cours des futurs conflits.

Napoléon III réalise désormais à quel point il a été joué par Bismarck depuis 1864, n'ayant obtenu aucune des compensations convenues. Suite à l'expédition militaire au Mexique, du soutien à la révolte polonaise contre le Tsar et de la crise luxembourgeoise, la France se retrouve isolée en Europe, y compris de l'Angleterre, désormais méfiante concernant les ambitions territoriales de son voisin.